Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 2 (1910)
Heft: 8

Artikel: Courants adverses dans le mouvement ouvrier [suite]
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-382824

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Par contre, les fédérations des ouvriers des communes et de l'Etat et celle des relieurs accusent un accroissement très important pour la période de crise 1907 à 1909.

Ces phénomènes s'expliquent par le fait que les corporations des lithographes et des typographes sont presqu'entièrement syndiquées, pendant que les relieurs et les ouvriers des communes ont encore un grand nombre de non-syndiqués à recueillir pour l'organisation.

La comparaison permet ensuite de constater que les fédérations de l'alimentation, celles des charpentiers, des travailleurs de la pierre, et des ouvriers du cuir se ressaisissent lentement, pendant que la perte continue dans les autres fédérations.

De tout cela nous déduisons ceci:

4 fédérations n'ont peu ou pas subi du tout les effets de la crise économique; 5 fédérations ont passé le point culminant des pertes occasionnées par la crise, pendant que 11 fédérations continuent à perdre des membres, mais cependant moins que l'année précédente.

En y ajoutant cette remarque que, dans la même période, plusieurs fédérations ont introduit un système de contrôle plus sévère sur l'effectif de leurs membres, il est permis de tirer des faits comparés ici cette conclusion, que le mouvement des membres de nos fédérations syndicales indique une situation qui tend à s'améliorer lentement.

Courants adverses dans le mouvement ouvrier.

(Suite.)

L'attitude de la bourgeoisie constitue déjà par elle-même une cause faisant tourner le mouvement ouvrier d'une direction à l'autre. Si cette attitude était constamment la même, ayant sa ligne de conduite fixe, le mouvement ouvrier devrait également observer continuellement la même position et la même méthode de lutte. Seulement ceci est impossible à la classe possédante qui balance toujours entre deux méthodes différentes.

Il est vrai que la bourgeoisie recherche toujours un but bien déterminé : *le maintien de son régime social, de ses privilèges;* car son exploitation, son existence mêmes se basent justement sur cela. La bourgeoisie veut maintenir de toute sa force et de toute son énergie sa position sociale.. Cependant, la nature dialectique contradictoire de toute la société capitaliste a pour effet de rendre l'attitude de la bourgeoisie, dans la poursuite de son but, incertaine, hésitante et souvent contradictoire. Rien d'étonnant à tout cela, son but reste inaccessible, sa chute est déterminée par le développement social.

Comme tous les moyens que la bourgeoisie emploie pour se maintenir ne peuvent la satisfaire, elle passe continuellement d'un moyen à l'autre. Le capital a créé cette société bourgeoise dont la base juridique doit être la liberté et l'égalité des hommes. Cependant, le capitalisme ne nous a apporté que la liberté des bourgeois, une liberté et égalité juridique, d'ordre purement théorique; il a détaché les masses populaires de la dépendance personnelle féodale pour en faire de soi-disant *citoyens libres.* Ce grand fait historique ne fut point l'expression d'une idée humanitaire quelconque; il n'était ni plus ni moins qu'une nécessité de la production capitaliste. Ce sont les besoins du capitalisme qui donnèrent lieu à cette conception de droit qui fut la cause de la « libération (politique) du travail » pour la bourgeoisie révolutionnaire.

La base élémentaire de la production capitaliste exige la supposition de l'ouvrier se présentant comme libre possesseur de sa force de travail en face du capitaliste, pour conclure une affaire d'échange avec ce dernier. Pour pouvoir vendre sa force de travail au capitaliste, il faut que l'ouvrier en dispose librement et qu'il ne soit pas, par exemple, astreint à un servage vis-à-vis de seigneurs féodaux. Il ne faut pas que le travailleur soit soumis à un autre seigneur qu'à ses propres besoins qui lui imposent ensuite d'entrer au service du capitaliste.

La liberté personnelle juridique, c'est la condition primordiale de l'esclavage économique de l'ouvrier. Le capitalisme représente une méthode de production très élevée au point de vue de son développement, production à laquelle le travail d'esclave proprement dit, ou celui des serfs qui n'obéissent qu'aux coups de fouet, ne peut suffire. Le développement technique et les exigences commerciales du capitalisme exigent des travailleurs avec un sentiment de responsabilité très développé et un degré d'instruction avancé vis-à-vis de l'instruction des serfs et des anciens esclaves.

Cette contradiction de la position du prolétariat, qui est en même temps libre et indépendant, constitue la principale controverse du capitalisme; c'est surtout aux contrastes qui en résultent que le capitalisme devra succomber un jour.

Dans la lutte de classes, les travailleurs s'appuient surtout sur les libertés et droits que la bourgeoisie était forcée de leur accorder pour pouvoir exploiter librement leur force de travail.

Le droit de coalition, la liberté de réunion, la liberté de la presse, le droit de grève et le droit de

vot, ce sont là autant d'armes que la bourgeoisie capitaliste a dû placer en mains du prolétariat qui s'en servira pour se rendre indépendant du capitalisme.*

C'est justement ce qui fait enrager la bourgeoisie qui s'imagine pouvoir supprimer à sa guise tous ces droits et libertés qu'elle croit avoir accordés librement à la classe ouvrière.

Le droit de coalition, la liberté d'opinion, la liberté de la presse et le droit de réunion, ce sont là autant d'armes qui servent à la critique de la classe dominante, aux agressions à l'ordre social établi et dont on se sert pour former des organisations capables d'arracher de nombreux avantages immédiats au capitalisme.

Par une critique ininterrompue, les représentants ouvriers au parlement obligent les partis bourgeois à concéder une réforme après l'autre, en même temps qu'ils s'efforcent de répandre le plus de clarté possible dans la masse populaire sur les questions sociales.

Ainsi l'accroissement de la puissance prolétarienne n'apparaît pas comme résultat du développement économique, mais plutôt comme un fruit de la liberté d'exciter les masses ouvrières.

Rien de plus simple pour la bourgeoisie, qui ne voit pas les causes fondamentales de la lutte de classes, que de restreindre ces droits et libertés dont se sert le prolétariat pour la combattre.

Les expériences que le gouvernement allemand a fait avec la loi contre les socialistes, ont prouvé que la bourgeoisie ne peut pas elle-même trop souvent porter atteinte à l'ordre social qu'elle a institué, sans risquer de déchaîner un mouvement qui finira par la démolition des bases mêmes de la société capitaliste.

La loi contre les socialistes a produit justement l'effet contraire de celui qu'en attendaient ses auteurs, parmi lesquels nous rappellerons Bismarck.

L'oppression brutale et les actes de violence dont les socialistes allemands furent jadis victimes, n'ont pas empêché les idées socialistes de se répandre, au contraire. Les victimes des persécutions policières attirèrent toujours davantage l'attention et les sympathies des foules ouvrières à eux. Les indifférents parmi les travailleurs commençaient à suivre le mouvement, d'abord en cachette, puis ouvertement, de sorte que la politique réactionnaire fit le plus de tort à ceux-là mêmes qui ont voulu s'en servir pour arrêter le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe dirigeante, peut procéder autrement; elle peut à la rigueur essayer de supprimer le droit de vote aux travailleurs. Seulement à ce moment-là les ouvriers profiteront d'autant plus de la liberté de la presse, ils feront davantage de propagande dans les réunions ou par des démonstrations dans la rue. La classe dirigeante se verra obligée de ce fait à céder ou à pousser plus loin ses procédés réactionnaires.

Toutefois, plus la bourgeoisie porte atteinte aux droits et libertés publics, plus son régime aura le caractère d'un gouvernement arbitraire, illégitime.

Au cas où la bourgeoisie pousserait sa réaction jusqu'au point de supprimer tous les droits et libertés politiques, le droit de grève, toute liberté personnelle, dans ce cas-là elle détruirait tout simplement les bases de la production et partant elle rendrait la production et en même temps l'existence de la bourgeoisie impossible.

On a, par exemple, pu constater qu'en Pologne l'industrie a énormément souffert du fait que l'organisation ouvrière fut détruite par le gouvernement russe pour des raisons politiques.

Nous pouvons constater que, aussi longtemps que la classe ouvrière se montre faible, la classe bourgeoise n'a guère de motifs pour brider trop les travailleurs, et une fois devenu fort, le prolétariat trouvera dans son rôle économique et dans sa masse la puissance pour s'opposer à la réaction bourgeoise.

Par des démonstrations en masse, à la rigueur *par la grève générale*, la classe ouvrière peut non seulement s'opposer efficacement à l'oppression capitaliste, mais elle apprendra encore à se servir de ces moyens pour étendre ses droits et pour augmenter ses libertés. Quelle que soit la puissance d'une classe bourgeoise, dès qu'elle aura recours à des moyens réactionnaires, elle peut être certaine de renforcer son adversaire, le prolétariat organisé. Au lieu de diminuer, la puissance de la classe ouvrière et le nombre des travailleurs organisés augmentent généralement, malgré les pires procédés de la réaction bourgeoise.

Les plus clairvoyants parmi les bourgeois se rendent vite compte de ces résultats de la réaction. Comme bourgeois, ils n'attribuent pas non plus ces résultats aux effets du développement économique. Ces bourgeois raisonnables s'imaginent que les résultats indiqués sont dus uniquement à la réaction de leurs compagnons de classe et c'est pourquoi ils finissent par s'opposer à l'emploi de mesures réactionnaires. Cette partie de la bourgeoisie compte soustraire aux travailleurs la raison d'être de la propagande à la sauvegarde rigoureuse de leurs droits et libertés politiques et par des réformes.

Voilà comment la bourgeoisie ballotte entre deux méthodes de gouverner qui se traduisent par deux groupements politiques en opposition. Les contrastes politiques qui se manifestent à l'intérieur de la classe possédante résultent bien

en premier lieu de la différence des intérêts économiques qu'il y a entre les différents groupes dont cette classe est composée. Le contraste trouve sa racine historique dans cette différence fondamentale d'intérêts qui sépare les deux grands partis bourgeois, c'est-à-dire les industriels et les grands propriétaires fonciers, auxquels la petite bourgeoisie cléricale s'est alliée.

Cependant, ce contraste principal tend à disparaître au fur et à mesure que, grâce au développement du capitalisme, le prolétariat devient le danger commun pour tous les exploiteurs, et que, par ce fait, le capital pénètre dans la production agricole, pendant que les propriétaires du terrain participent davantage aux entreprises industrielles. Seulement une controverse nouvelle s'établit entre eux dès qu'il s'agit de s'entendre au sujet de la meilleure méthode pour tenir le prolétariat en échec.

Les partis clérical et conservateur préconisent la méthode de la répression violente, pendant que les partis du progrès préfèrent maintenir les libertés politiques. De ce fait, les vieilles barrières qui séparaient les classes anciennes tombent peu à peu et on trouve les paysans, les gros propriétaires pêle-mêle avec des industriels et des petits-bourgeois tantôt dans un parti, tantôt dans l'autre. Les expressions « conservateur », « libéral », etc. changent de signification. Le parti progressiste ne peut plus se borner à accorder simplement des droits et libertés politiques à la classe ouvrière, il cherche à faire un pas de plus, croyant de supprimer les causes du malaise et du mécontentement de la classe ouvrière en s'attaquant « aux excès » du capitalisme. En opposition avec les dogmes du vieux libéralisme, les partis du progrès de notre époque admettent les réformes par la voie de l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Ce libéralisme nouveau est donc obligé de se montrer *favorable aux réformes et à la démocratie.*

Nous ne trouvons cette transformation des partis politiques bien complète que dans les pays réellement constitutionnels de l'Europe occidentale. *(A suivre.)*

Congrès socialiste international.

Résolution formulée par la commission syndicale pour l'empire d'Autriche, sur l'unité syndicale

Le congrès socialiste international de Stuttgart a constaté, dans sa résolution sur les relations entre les partis politiques et les syndicats, que « l'unité de l'organisation syndicale doit être observée dans l'intérêt de la lutte du prolétariat » et, plus loin, la résolution dit : « Le Congrès est de l'avis que le syndicat sera d'autant mieux en état de mener la lutte contre l'exploitation et l'oppression, que son organisation sera plus unifiée. »

Or, l'exécutive du parti social-démocratique tchèque qui est une organisation autonome dans le cadre du parti ouvrier social-démocratique d'Autriche, a décidé en principe que les syndicats d'Autriche, uniformément et internationalement organisés jusqu'à présent, doivent être divisés nationalement, ainsi que le prouvent les résolutions suivantes du parti social-démocratique tchèque :

I. « La conférence du comité du parti ouvrier social-démocratique tchéquo-slave, tenue au Palais du Peuple, à Prague, les 27 et 28 mars 1910, déclara, au sujet de la discussion sur la forme de l'organisation syndicale, principalement ce qui suit :

« . . . Se basant sur les principes fondamentaux de l'Internationale, qui propagent partout et en tout l'égalité absolue des droits, le droit à l'existence et le droit de disposer librement d'eux-mêmes pour les individus aussi bien que pour les peuples entiers, le parti ouvrier social-démocratique tchéquo-slave persiste dans l'affirmation de son droit illimité de décider de toutes ses organisations politiques, syndicales et coopératives, tout en déclarant ne pas vouloir perdre de vue, pas plus dans l'avenir qu'il ne l'a fait dans le passé, la solidarité avec le prolétariat internationalement organisé de toutes les nations du monde nécessaire dans les actions de classe communes.

« L'organisation tchèque ayant été rendue indépendante dans l'intérêt politique, il s'ensuivit comme une conséquence naturelle que l'on revendiquât de rendre l'organisation syndicale également indépendante.

« La social-démocratie tchèque, dont les mouvements politiques et syndical forment en réalité un tout se complétant mutuellement, ne pouvait pas rester divisée en deux parties, dont l'une est dirigée par la centrale tchèque de Prague, et l'autre par la centrale allemande de Vienne. Malgré toute l'unité de programme, le développement et, par conséquent, les nécessités matérielles des prolétariats tchèque et allemand sont tellement différents, qu'une technique et tactique organisatrices et administratives différentes en découlent naturellement. Comme il n'est pas possible de réunir ces intérêts si divers dans des formes d'organisation polyglottes et centralisantes, d'incessantes disputes internes s'ensuivent, créant une méfiance mutuelle qui paralyse la puissance et l'énergie combatives du prolétariat tout entier. »

II. « La conférence nationale des hommes de confiance du parti ouvrier social-démocratique tchéquo-slave de Bohême, tenue à Prague les 15 et 16 mai 1910, salue et approuve entièrement la décision du comité du parti, qui exprime la volonté et le principe qu'une union solide du mouvement syndical avec le parti politique doit être réalisée, ce à quoi l'on arrivera d'autant plus sûrement que le parti ouvrier social-démocratique tchéquo-slave s'appuiera sur ses organisations syndicales autonomes, ainsi que cela est le cas chez les camarades d'autres nations, pays et Etats.

« Il est d'une importance vitale pour notre parti que ce principe devienne le mot d'ordre de notre parti tout entier et de tous nos camarades et que l'on réalise par des actes ce qui est hautement désirable pour le développement et le succès du prolétariat organisé tchèque.

« La conférence est convaincue que l'Internationale mondiale, à laquelle la social-démocratie tchéquo-slave est intimement attachée, sera d'autant plus forte que ses éléments nationaux seront plus forts, et de même l'internationale d'Autriche sera plus puissante quand la classe ouvrière de toutes les nations pourra s'appuyer sur ses organisations politiques et syndicales indépendantes et unies.

« C'est dans ce sens que nous voudrions voir agir les camarades et les organisations ; c'est cet esprit que nous voudrions voir animer le prolétariat tchèque tout entier ! »